

	Dépenses ordinaires	Dépenses totales
1927.. . . .	\$319,000,000	\$358,000,000
1928.. . . .	336,000,000	378,000,000
1929.. . . .	350,000,000	389,000,000
1930.. . . .	357,000,000	398,000,000
1931.. . . .	389,000,000	440,000,000
1932.. . . .	372,000,000	448,000,000
1933.. . . .	364,000,000	417,000,000
1934.. . . .	355,000,000	397,000,000

Permettez-moi de faire remarquer qu'en 1927 les exportations seules de notre pays étaient évaluées à \$1,267,000,000, tandis que notre dépense totale était de 358 millions de dollars. En 1933, le commerce d'exportation de notre pays s'élevait à 494 millions et notre dépense totale, à 417 millions de dollars. Mon honorable ami parle du poids des folles dépenses. Je me contenterai de lui citer ce seul exemple pour indiquer où nous allons en ce qui concerne cette question de commerce et de dépense, et pour appuyer, si c'est possible, la demande persistante qui s'élève partout dans le Dominion, dans les journaux et dans les corps publics, réclamant de mon honorable ami la réduction des dépenses. Je lui ferai remarquer que l'an dernier, sans tenir compte des chemins de fer, il y a eu une dépense de 417 millions de dollars; le déficit des chemins de fer fut de 53 millions, ce qui fait en tout 470 millions, et cependant la valeur totale des marchandises exportées ne s'élevait qu'à 494 millions. En d'autres termes, la grande partie de nos exportations servent à payer les dépenses du Gouvernement, et cependant mon honorable ami parle du poids des folles dépenses.

Je connais ses difficultés; je sais qu'il lui faut faire face à la question des secours et autres questions du même genre, et j'ai l'intention d'en discuter une ou deux dans un instant. Il sait ce que nous pensons de la façon dont les fonds de secours ont été dépensés dans notre pays. Je crois que l'on a dépensé 113 ou 123 millions de dollars d'une façon ou d'une autre pour l'allègement du chômage. J'aimerais à pouvoir dire que cela a résolu le problème et donné de l'emploi comme on l'avait promis, mais je trouve qu'après cette dépense nous sommes aujourd'hui en présence d'un chômage plus général que jamais et d'un budget non équilibré. En même temps nous sommes appelés à payer une somme d'impôts inconnue jusqu'à présent au Canada depuis la confédération.

Permettez-moi d'indiquer à mon honorable ami ce que l'on a fait en Grande-Bretagne relativement à l'équilibre du budget. Mon honorable ami a vu, évidemment, à mesure que l'année s'avancait, que ses espérances concernant le revenu ne se réalisaient pas. On disait partout dans les journaux qu'il y aurait un déficit de 40 ou 50 millions. Or, qu'a fait le

gouvernement anglais lorsqu'il s'est rendu compte que les revenus de la métropole accusaient une diminution? Le gouvernement britannique a pris les mesures qui s'imposaient; il a réduit les dépenses. Mon honorable ami, d'autre part, maintient les dépenses du pays au chiffre des crédits votés par le Parlement sans tenir compte de la diminution des recettes et voilà pourquoi, à l'heure actuelle, il est obligé d'enregistrer un énorme déficit. Permettez-moi de citer des chiffres concernant les budgets du Royaume-Uni. Le premier budget, celui du mois d'avril 1931, prévoyait des recettes de 885 millions et des dépenses de 884 millions de livres sterling. Le second budget, celui du mois de septembre 1931, prévoyait des recettes de 866 millions et des dépenses de 864 millions de livres sterling; encore une fois, le budget était équilibré. Cependant, dès que le gouvernement du Royaume-Uni eut commencé la perception des revenus, il constata que les recettes ne correspondaient pas aux prévisions budgétaires, qu'il y avait diminution et qu'elles représentaient un total de 851,482,000 livres sterling. Mais, d'autre part, au lieu d'aller de l'avant et de déboursier les crédits qui avaient été votés, les gouvernements s'employèrent à réduire les dépenses, si bien qu'à la fin de l'année financière, ils n'avaient déboursé qu'une somme globale de 851,118,000 livres sterling. En d'autres termes, le bilan s'est soldé par un excédent de 364,000 livres sterling, en dépit du fait qu'il a eu un écart de 15 millions de livres sterling entre les recettes encaissées et les prévisions budgétaires. Voilà de quelle manière la situation financière est redressée en Angleterre.

Portant la parole en cette enceinte, il y a deux ans, le premier ministre a laissé entendre qu'il refusait d'assumer la responsabilité des fortes dépenses effectuées au cours de l'année financière finissant au 31 mars 1931. Or, nous lui avons fait observer qu'il avait pris en mains les rênes du pouvoir dans le cours du mois d'août 1930; les crédits affectés à l'année en cours avaient été votés, mais c'était tout; mon très honorable ami avait donc parfaitement le droit de rogner les crédits à son gré et de faire adopter les arrêtés en conseil pour réduire les dépenses. Cependant, le nouveau cabinet est allé de l'avant et il a déboursé les deniers publics sans tenir compte du fait que les recettes ne rentraient pas. La même situation s'est répétée en 1931 et en 1932. Et à l'heure actuelle, mon très honorable ami doit faire face à une agitation de l'opinion publique dont les réclamations s'affirment de plus en plus hautement; on prétend qu'il doit équilibrer le budget; l'on réclame l'égalité des sacrifices, ainsi que le disent en toutes lettres quelques-uns des télégrammes que j'ai reçus; les gens sont d'avis que le Gouvernement ne de-

[L'hon. M. Ralston.]